



**MARCHE DE SERVICES POUR LA VERIFICATION PERIODIQUE DES INSTALLATIONS
ELECTRIQUES DES BATIMENTS DE LA VILLE**

**DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
D.C.E**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
CCP**

*Date limite de remise des offres :
Le 04/01/2022 à 12h00*

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

ARTICLE 1^{ER} - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1-1 - OBJET DU MARCHE

La ville des TROIS ILETS, dans le souci de respecter la réglementation en matière de sécurité incendie et des risques de paniques dans tous ses bâtiments, a décidé de lancer une procédure adaptée pour :

LES VERIFICATIONS PERIODIQUES DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES BATIMENTS

1-2 - DISPOSITIONS GENERALES

Le mode de dévolution du marché est prévu soit par une entreprise unique soit avec un groupement d'entreprises.

1-3 - DEFINITION DE LA MISSION

Le titulaire assurera **une visite annuelle de tous les bâtiments de la ville** conformément aux dispositions du :

- Code de la Construction et de l'habitat,
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP approuvé par l'arrêté modifié du 25 juin 1980.
- Décret n° 88- 1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

Il établira un rapport rédigé en deux exemplaires dont un sur clé USB et présenté dans un délai de 4 semaines, à compter de chaque visite.

Dans l'éventualité d'observations, et après mise en conformité, une levée des réserves sera effectuée pour l'obtention d'un rapport définitif.

Il interviendra également dans le cadre des visites pour les installations électriques des équipements forains et pour les festivités en plein air organisées par la ville.

1-4 - PERIODE D'INTERVENTION

Le titulaire assurera les visites à son rythme en respectant les dispositions suivantes :

- **Prévenir le maître d'ouvrage, représenté par le service Hygiène et Sécurité, 15 jours avant son passage dans les bâtiments**
- Réaliser les vérifications entre le 1^{er} février et le 31 mai en prévoyant les visites des établissements scolaires le mercredi ou durant les vacances scolaires.

1-5 - AUGMENTATION OU DIMINUTION DE LA LISTE DES BATIMENTS

Le maître d'ouvrage se réserve la faculté d'exclure du marché les bâtiments dont le fonctionnement cesserait de lui incomber (*changement d'affectation, fermeture etc...*).

Le Titulaire s'interdit toute réclamation de ce fait, que cette soustraction se produise en cours d'exécution du marché ou qu'elle intervienne avant même son entrée en vigueur, en pareil cas, chaque réduction sera calculée par application des prix fixés dans la liste ci-après aux bâtiments concernés.

Si de nouvelles installations sont ajoutées à la liste des bâtiments exploités, les prix correspondants seront calculés par référence à des prestations similaires en superficie équivalente.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A). Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.);
- Le bordereau des prix
- L'agrément du Ministère de l'Intérieur pour les vérifications concernant la sécurité incendie dans les Etablissements Recevant du public et dans les Immeubles de Grande Hauteur,
- L'agrément du Ministère du Travail et du Ministère de l'Intérieur pour la vérification des installations électriques

B). Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, soit Mai 2018.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G. FCS) applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

ARTICLE 3 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Sans objet.

ARTICLE 4 – PRIX – REGLEMENT DE COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

4-1 – PRIX -

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire. Ce prix comprend les honoraires du prestataire, les frais de déplacement, et toutes les charges liées aux vérifications des installations électriques des bâtiments.

Le montant du marché est établi sur la base d'une visite annuelle pour tous les bâtiments communaux.

Le prix des interventions sur les installations électriques des équipements forains ou pour les festivités de plein air est calculé sur la base d'un taux horaire forfaitaire incluant les frais d'intervention, l'établissement du rapport, les frais de déplacements et toutes taxes liées à cette intervention. Cette prestation fera l'objet d'un bon de commande

4-2 – REGLEMENT DES COMPTES

4.2.1 – Modalités du règlement par virement

Le paiement est effectué par virement sur le compte indiqué dans l'acte d'engagement.

Le délai global de paiement, qu'il s'agisse des acomptes ou du solde, est de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par le maître d'ouvrage, du projet de décompte.

4.2.2 - Paiement partiel définitif

Sans objet.

4-3 – VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les honoraires du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4. 3.1 – Les prix sont révisables

Les honoraires sont révisables suivants les modalités fixées ci-après :

4. 3.2 – Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro".

4. 3.3 – Choix des indices de référence

Le présent marché utilisera l'indice SYNTEC : I

4. 3.4 – Modalités de révision de prix

Le coefficient K applicable pour le calcul du prix du règlement du mois n est donné par la formule suivante :

$$K = 0,30 + 0,70 (I_n/I_0)$$

I_n : Valeur de l'indice SYNTEC du mois n

I_0 : Valeur de l'indice SYNTEC du mois 0, Novembre 2021.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE - PENALITES

5-1 – DUREE DU MARCHE

La durée du marché est **d'un an**, reconductible **deux fois par reconduction expresse**.

5-2 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le titulaire subit, en cas de non exécution des prestations, les pénalités suivantes :

- Non respect des périodes d'intervention : 100 € Forfait
- Non respect des périodes d'intervention (bâtiments scolaires) : 75€/ Bâtiment
- Non présentation du rapport dans les délais : 50 € / Rapport

ARTICLE 6 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6-1 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

6-2 – AVANCE FORFAITAIRE

Aucune avance forfaitaire n'est versée au titulaire.

6-3 AVANCE FACULTATIVE

Sans objet.

ARTICLE 7 : RECEPTION – ACHEVEMENT DE LA MISSION

7-1. RECEPTION DES PRESTATIONS

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

7-2. ACHEVEMENT DE LA MISSION

Les stipulations du CCAG sont seules applicables

ARTICLE 8 : CLAUSES TECHNIQUES

8-1. NORMES ET DTU CONCERNES

Le titulaire du marché devra la réalisation de ses prestations conformément aux prescriptions du présent document, et aux divers textes réglementaires en vigueur à la date de signature du marché, en particulier :

- le décret n° 88- 1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs,
- le Code de la Construction et de l'Habitation et Règlement de Sécurité dans les ERP du 25 juin 1980,
- la norme NF C 15 100,

- l'agrément du Ministère de l'Intérieur pour les vérifications concernant la sécurité incendie dans les Etablissements Recevant du public et dans les Immeubles de Grande Hauteur,
- l'agrément du Ministère du Travail et du Ministère de l'Intérieur pour la vérification des installations électriques.

L'entreprise devra fournir les agréments énoncés ci-dessus.

Fin du CCP